

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASAS SAS

Le Moulin à Papier
27250 Rugles

Références : 2026-61/0006
Code AIOT : 0005800483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement ASAS SAS implanté Le Moulin à Papier 27250 Rugles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement aux arrêté préfectoraux de mise en demeure du 31 décembre 2021 et du 30 novembre 2023 et de la remise à l'inspection du dossier de réexamen IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASAS SAS
- Le Moulin à Papier 27250 Rugles
- Code AIOT : 0005800483
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Eurofoil est spécialisé dans la transformation d'aluminium par laminage jusqu'à la feuille mince.

Le juillet 2025 le tribunal de commerce d'Évreux (Eure) décide de placer Eurofoil France en liquidation judiciaire avec poursuite de l'activité. Etabli à Rugles (Eure), le site, équipé de deux laminoirs, est spécialisé dans la transformation de feuilles d'aluminium en bobine pour différents marchés dont des spécialités pour l'emballage alimentaire et l'emballage souple.

La fusion de l'aluminium est réalisée par coulée continue, à partir de lingots d'aluminium, de rebuts de fabrication. Puis les feuilles d'aluminium sont affinées par laminages successifs grâce à plusieurs lignes de laminage. Les rouleaux d'aluminium produits sont principalement destinés au marché de l'emballage alimentaire.

Suite à la liquidation judiciaire de Eurofoil France, le producteur turc d'aluminium ASAŞ a acquis Eurofoil France, dans le cadre de sa stratégie de croissance mondiale, étendant ainsi sa présence à travers l'Europe.

L'unité française continuera ses activités sous le nouveau nom ASAS S.A.S.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Légionelles / prévention légionellose
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2021	AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	dossier de reexamen IED après la publication des conclusions	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-71	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	MTD		
3	Rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 15	Sans objet
4	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 25/01/2011, article 4.3.7	Sans objet
5	rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 14	Sans objet
6	recherche de polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations cl	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
7	Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2023	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dossier de réexamen IED

Le dossier de réexamen a été transmis à la DREAL le 12 décembre 2025.

Rejets aqueux

Le rapport de contrôle inopiné n°MS25-1915 réalisé du 09 au 10 Avril 2025 pour le compte de la DREAL Normandie par le Laboratoire SGS France EIHT ne montre pas de dépassement aux valeurs limites.

Toutefois l'écart entre le débit mesuré lors du contrôle inopiné et celui mesuré lors de l'autosurveillance permet de douter de la fiabilité du débitmètre de l'exploitant. Un contrôle métrologique du débitmètre utilisé par l'exploitant devra être réalisé.

Rejets atmosphériques

L'exploitant a transmis le 12/12/2025 son plan de gestion de solvants ainsi que son schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2024.

Le site ne respecte pas le ratio limite de 0,006 tonne solvants / tonne de feuilles minces produites fixé par son arrêté préfectoral (le ratio est de 0,0074 en 2024).

Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne des mesures des rejets atmosphériques réalisée en juin 2025 sur les 3 tours. Les valeurs sont cohérentes avec celles mesurées en 2024 avec une nette amélioration sur la tour 3.

L'exploitant n'a pas encore satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

puisque le ratio d'émissions de COV par rapport à la production fixé à 0,006 n'est pas respecté (ratio de 0,0074 en 2024).

Il n'en demeure pas moins que l'inspection ne propose pas de sanctions à ce stade dans la mesure où l'exploitant a remis un dossier de réexamen IED qui permettra de revoir les valeurs limite d'émission dans le cadre d'un arrêté complémentaire modificatif.

Par ailleurs, d'une part la réduction d'activité en 2025, d'autre part les actions présentées pour réduire les émissions de COV en 2025 (plan d'éradication des fuites hydrauliques, gestion des déchets...) devraient permettre de respecter ce ratio en 2025.

Par conséquent, l'arrêté de mise en demeure du 31 décembre 2021 ne peut être levé pour l'instant.

Mise en conformité des cuves de stockage

Les justificatifs de dégazage, nettoyage et neutralisation au sable sec des cuves ainsi que les justificatifs relatifs au démantèlement des tuyauteries ont été présentés .

Par conséquent, la mise en demeure du 30 novembre 2023 est considérée levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Composés organiques volatils
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : "La société EUROFOIL France exploitant une installation de production de feuilles d'aluminium sise en Zone Industrielle duMoulin à Papier sur la commune de Rugles (27250) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10 et 26de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé dans un délai de trois mois à compter de la notification duprésent arrêté." Article 10 : Schéma de maîtrise des émissions de COV L'article 3.2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2011 susvisé est modifié comme suit : Article 3.2.6.3. Schéma de maîtrise des émissions de COV Un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) est élaboré pour garantir le respect de ces points. Il est transmis àl'inspection des installations classées et révisé en tant que besoin.Les rejets exprimés en tonnes de solvants de l'ensemble des Composés Organiques Volatils rejetés par l'établissement(émissions canalisées + diffuses) doivent être inférieurs aux valeurs suivantes :• 0,006 tonne solvants / tonne de feuilles minces produites,• 340 tonnes solvants par an, dont 105 kg de benzène par an." Article 26 : Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions de COV L'article 9.2.2.1. de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2011 susvisé est modifié comme suit : Article 9.2.2.1. Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions de COV L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), réalisé selon les guides en vigueur (exemple: guide del'INERIS intitulé « Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants - décembre 2003 ») et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de

l'installation. Le calcul détaillé de ce PGS est révisé et actualisé tous les 5 ans ; la première révision est réalisée pour l'année de la notification du présent arrêté, soit pour le PGS des rejets 2020. Ce plan de gestion est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan de gestion des solvants doit déterminer la quantité totale d'émissions de solvants du site (émissions diffuses et canalisées) exprimée en Tonne de solvants et en équivalent carbone. Ce plan de gestion doit également déterminer la quantité totale de COV à phrases de risques émises. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N + 1, le plan de gestion des solvants (PGS) et le schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant a transmis le 12/12/2025 son plan de gestion de solvants ainsi que son schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2024.

L'examen des documents met en évidence les points principaux qui suivent :

- une quantité totale d'émissions de COV de 90 t pour 12159 t de produits finis;
- un ratio de 0,0074 t de COV / t de feuilles minces produites (0,0066 en 2023);
- 10,53 kg de benzène émis.

Le site ne respecte donc pas le ratio limite de 0,006 fixée par son arrêté préfectoral.

Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne des mesures des rejets atmosphériques réalisée en juin 2025 :

- "Tour Airpure" n°1, COVT : 45 mg/Nm³, (18,3 mg/Nm³ en 2024)
- "Tour Airpure" n°2, COVT : 10 mg/Nm³ (46,5 mg/Nm³ en 2024)
- "Tour Airpure" n°3, COVT : 27 mg/Nm³ (86,4 mg/Nm³ en 2024)

Pour les 3 points de rejets, aucune émission en benzène n'a été mesurée.

Les valeurs sont cohérentes avec celles mesurées en 2024 avec une nette amélioration sur la tour 3 .

L'exploitant n'a pas encore satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure puisque le ratio d'émissions de COV par rapport à la production fixé à 0,006 n'est pas respecté (ratio de 0,0074 en 2024).

Il n'en demeure pas moins que l'inspection ne propose pas de sanctions à ce stade dans la mesure où l'exploitant a remis un dossier de réexamen IED qui permettra de revoir les valeurs limite d'émission dans le cadre d'un arrêté complémentaire modificatif.

Par ailleurs, d'une part la réduction d'activité en 2025, d'autre part les actions présentées pour réduire les émissions de COV (Plan d'éradication des fuites hydrauliques, gestion des déchets...) devraient permettre de respecter ce ratio en 2025.

Par conséquent, l'arrêté de mise en demeure du 31 décembre 2021 ne peut être levé pour l'instant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection son plan de gestion de solvants ainsi que son schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2025 dès qu'ils seront terminés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : dossier de reexamen IED après la publication des conclusions MTD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-71
Thème(s) : Situation administrative, dossier de reexamen IED
Prescription contrôlée : I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. II. - En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté. III. - Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique. L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique. IV. - Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant.
Constats : Le dossier de réexamen a été transmis à la DREAL le 12 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies: paramètre concentration maximale flux maximal journalière (mg/l) journalier (kg/j) MES 20 6 DBO5 10 3 DCO 60 18 Azote globale 10 3 Hydrocarbures totaux 0,8 0,24 Al 5 1,5 Fe 2 0,6 Zn et ses composés 1 0,3

<p>Cu et ses composés 0,1 0,03 nonyphénol totaux 0,025 AOX 1 mg si le flux rejeté est supérieur à 30 g/l</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Rapport de contrôle inopiné n°MS25-01915 réalisé du 09 au 10 Avril 2025 pour le compte de la DREAL Normandie par le Laboratoire SGS France EIHT ne montre pas de dépassement aux valeurs limites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2011, article 4.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes: Température inférieure à 30 °C PH compris entre 5,5 et 8,5</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Rapport de contrôle inopiné n°MS25-01915 réalisé du 09 au 10 Avril 2025 pour le compte de la DREAL Normandie par le Laboratoire SGS France EIHT ne montre pas de dépassement aux valeurs limites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : rejets aqueux dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit maximal</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Débit maximal journalier (m3/j) : 300 (hors période pluvieuse, relevage du bassin de confinement et opération de rabattage de nappe) Débit maximal horaire (m3/h): 50</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Rapport de contrôle inopiné n°MS25-01915 réalisé du 09 au 10 Avril 2025 pour le compte de la DREAL Normandie par le Laboratoire SGS France EIHT ne montre pas de dépassement aux valeurs limites.</p> <p>Le débit mesuré lors d'une contrôle inopiné était de 118 m3/j alors que le contrôle inopiné indique 106 m3/j. Ceci peut remettre en question la fiabilité du débitmètre.</p>

Les résultats de l'autosurveillance effectuée sur l'année 2025 ne montrent pas de dépassement hormis sur les débits en période de pluie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une attention est demandée à l'exploitant sur la fiabilité de son débitmètre compte tenu de l'écart entre le débit mesuré par le laboratoire SGS France EIHT et le débit mesuré lors de son autosurveillance. Un contrôle métrologique du débitmètre utilisé par l'exploitant devra être réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : recherche de polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations cl

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, recherche de polyfluoroalkylées
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le SDIS a demandé à la DREAL de leur indiquer le type d'émulseur utilisé et s'il contient des PFAS. Le SDIS souhaite s'assurer que leurs caractéristiques sont compatibles avec leurs moyens, sachant qu'aujourd'hui avec ces nouveaux émulseurs (sans PFAS), le mélange avec celui du SDIS devient impossible (formation de grumeaux bouchant les dispositifs d'injection mobiles et les dispositifs des engins). L'émulseur utilisé par l'entreprise est le ECOPOL 3x6 de BIOEX. Il s'agit d'un émulseur synthétique AR polyvalent sans fluor. La FDS indique que ce produit ne contient pas de PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité réservoirs enterrés simple enveloppe
Prescription contrôlée :

La société EUROFOIL France exploitant une installation de production de feuilles d'aluminium sise en Zone Industrielle du Moulin à Papier sur la commune de Rugles (27250) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en réalisant les travaux de mise en conformité des cuves simple paroi dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 20

[...]Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs à double paroi ou installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998. Une étude pour la mise en conformité des cuves enterrées CH1, CH3, CH4 et CH5, simple peau, est réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, avec réalisation des travaux sous 1 an ensuite.[...]

Constats :

Rappel du constat de l'inspection de 2024:

"L'inspection a constaté que les 4 cuves simple enveloppe de 40 m3 qui faisaient l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ont fait l'objet d'une neutralisation. Les justificatifs de dégazage, nettoyage et neutralisation au sable sec ont été présentés. Le montant estimé des travaux est de l'ordre de 50 000 €. A noter qu'un réservoir aérien double enveloppe de stockage de fioul destiné à l'alimentation des chariots élévateurs a été installé à proximité des cuves qui ont fait l'objet des travaux de mise en sécurité. Au regard des constats et des documents remis, l'inspection considère que l'exploitant a satisfait à l'arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection a toutefois rappelé à l'exploitant que les tuyauteries qui étaient encore en place devront être démantelées."

L'exploitant a transmis les justificatifs relatifs au démantèlement des tuyauteries encore en place et de l'ancienne station d'alimentation des chariots élévateur.

Par conséquent la mise en demeure du 30/11/2023 est considérée levée.

Type de suites proposées : Sans suite